

VOS ENGAGEMENTS

(Veuillez cocher les cases nécessaires)

Je déclare :

Avoir sollicité auprès des collectivités territoriales les aides suivantes :

(Pour chaque aide veuillez indiquer le montant demandé et le montant accordé en euros)

	Nom de la collectivité territoriale	Montant demandé	Montant accordé
Soutien technico-économique			
Prise en charge des frais de diagnostic			
Aide à la formation			
Rémunération d'un stage de parrainage			
Complément local de dotation jeune agriculteur			
Aide à l'investissement, veuillez préciser laquelle : _____			

- Envisager de m'installer pour la première fois en qualité de chef d'exploitation avant l'âge de 40 ans
- Ne pas avoir bénéficié des aides à l'installation en France ou dans un autre pays membre de l'Union européenne
- M'être installé en qualité de chef d'exploitation avant l'âge de 40 ans

J'atteste sur l'honneur :

- Que je n'ai pas sollicité une aide autre que celles indiquées sur la présente demande d'aide pour la même prestation / la même transmission
- Que j'ai pris connaissance des points de contrôle
- L'exactitude des renseignements fournis dans la présente demande et les pièces jointes
- Ne pas avoir de lien de parenté jusqu'au 3^{ème} degré, collatéraux inclus, avec la personne qui me cède ou qui m'a cédé l'exploitation sur laquelle porte mon installation

Je m'engage sous réserve de l'attribution de l'aide :

- A détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif demandé par l'autorité compétente, pendant 3 années
- A informer la DDAF (DDEA/DRAF) de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, des engagements ou du projet
- A permettre et faciliter l'accès à mon exploitation aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite au titre du PIDIL
- A suivre la formation complémentaire objet de l'aide afin de justifier d'un diplôme de niveau égal ou supérieur au baccalauréat professionnel option « conduite et gestion de l'exploitation agricole » ou brevet professionnel option « responsable d'exploitation agricole » dans un délai de trois ans à compter de la date d'installation et à transmettre à l'autorité de gestion ce diplôme ou l'attestation du suivi de la formation (si le diplôme n'a pas été obtenu)
- A respecter le taux maximal d'aides publiques
- A autoriser le paiement direct de l'aide à l'organisme prestataire de service (pour le soutien technico-économique et la prise en charge des frais de diagnostic)

Je suis informé(e) qu'en cas d'irrégularité ou de non respect de mes engagements, je devrais rembourser les sommes que j'ai perçues, majorées d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR A L'APPUI DE VOTRE DEMANDE

Pièces	Type de demandeur concerné / type de projet concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie à la DDAF
Exemplaire original de la présente demande d'aide complété et signé	Tous	<input type="checkbox"/>	
Si vous n'avez pas de n° SIRET ni de n° PACAGE : copie de pièce d'identité ⁽¹⁾	Tous demandeurs ne possédant ni de n° SIRET ni de n° PACAGE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Relevé d'identité bancaire (ou copie lisible) ⁽¹⁾	Le cas échéant (voir en page 1 de la demande)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
copie du diplôme, ou attestation d'équivalence du diplôme délivrée par la DRAF/SRFD ou par la DGER ou attestation de validation de ses acquis professionnels (VAP) délivrée par l'autorité académique ³	Tous	<input type="checkbox"/>	
Attestation d'affiliation MSA ⁽¹⁾	Pour les exploitants	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Devis du prestataire	Pour les demandes de soutien technico-économique et de prise en charge des frais de diagnostic	<input type="checkbox"/>	
Bon de commande ou acte d'achat notarié	Investissement matériel / achat parts CUMA	<input type="checkbox"/>	

⁽¹⁾ Attention : Vous n'avez pas à produire les pièces qui sont déjà en possession de la DDAF (DDEA/DRAF), à condition que vous ayez déjà autorisé explicitement l'administration à transmettre ces justificatifs à d'autres structures publiques dans le cadre de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide vous concernant.

- Pour le RIB : il n'est pas à produire si le compte bancaire est déjà connu de la DDAF (DDEA/DRAF). Dans le cas contraire (compte inconnu ou nouveau compte), vous devez fournir le RIB du compte sur lequel l'aide doit être versée (une copie du RIB lisible, non raturée, non surchargée est acceptée).

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

- j'autorise
 je n'autorise pas ⁽²⁾

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

⁽²⁾ Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales.

Fait à _____ le _____

Signature du demandeur :

(du gérant en cas de formes sociétaires et de tous les associés pour les GAEC)

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique. Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression touchant les informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser à la DDAF (DDEA/DRAF).